

**LE JOUR, 1950**  
**02 MAI 1950**

### **LA SITUATION EN SYRIE**

La situation en Syrie tient en éveil les observateurs les moins attentifs. Il est clair que les choses ne peuvent aller indéfiniment comme elles vont. C'est au sujet d'étonnement qu'un tournant aussi délicat de la politique syrienne ait été rendu délibérément plus difficile par l'expérience économique singulière qui se poursuit dans le pays voisin.

Nous avons défendu assez souvent et avec assez de vigueur l'indépendance syrienne et les intérêts fondamentaux de la Syrie pour nous permettre quelque liberté dans l'observation et dans le conseil.

La crise que la Syrie connaît peut revêtir rapidement une forme aigue ; les circonstances sont telles qu'elle peut se traduire par de vastes difficultés ; on dira qu'il en a assez comme cela ; nous le croyons aussi, mais cette semaine confuse peut être suivie, s'il n'y a pas un changement manifeste, de semaines plus confuses encore.

Les assises même de la nation ne paraissent pas si robustes qu'on puisse faire impunément en Syrie la politique étrangère que certains y font. Si c'est un jeu, il est redoutable ; si c'est une erreur, elle est profonde. On n'inquiète pas le monde de façon aussi imprudente et légère quand on veut gouverner paisiblement à Damas.

Voici donc que la politique intérieure, que la politique extérieure, que l'économie et que les finances en Syrie sont un sujet de réflexion de tous les instants. C'est trop de matières dangereuses pour un gouvernement qui cherche sa voie et pour une équipe politique instable.

La démission d'un ministre péniblement refusée donne à peine le temps de faire quelques démarches ; elle ne présage rien de bon.

Si la Syrie ne se ressaisit pas, elle s'expose au pire. Autour d'elle l'intrigue se multiplie et les convoitises sans doute. Et ce serait, à notre sens, une aventure également périlleuse d'envisager le maintien du présent, un retour au proche passé, ou quelque nouveauté précaire pour l'avenir. Si le problème n'est pas insoluble, il est angoissant.

Le gouvernement de Damas, n'est pas sur un lit de roses. Pour qu'il retrouve quelque équilibre, une politique toute autre paraît s'imposer ; un retour à la modération en tout, un large apaisement des esprits, un réveil de la confiance durement atteinte malgré les apparences ; enfin des mesures de sagesse dans toutes les directions ; les mesures rapides, car le temps presse.

Mais encore faut-il que l'armée en Syrie veuille tout cela. Le voudra-t-elle pour le salut de la nation ?